**Modèle d’arrêté**

***De licenciement suite au maintien en disponibilité d’office dans sa collectivité d’origine***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***- …** *(n° d’ordre)*

**portant licenciement suite au maintien en disponibilité d’office de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

OU

*(Pour les CIAS et CCAS)* Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

OU

*(Pour les caisses de crédit municipal)* Vu le Code monétaire et financier, notamment son article L.514-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.513-20 à L.513-26,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Pour les CDG)* Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,[[2]](#footnote-2) notamment son article 28,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié, **relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**, notamment ses articles 10 et 20,

*(Pour le CNFPT)* Vu le décret n°87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale, notamment son article 18[[3]](#footnote-3),

Vu le décret n° … du ... *(date)*, portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois correspondant au grade d’origine de l’agent),*

Vu l’arrêté n°… du … *(date)* portant maintien en disponibilité d’office de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)*,

Vu le courrier en LRAR en date du … de proposition ferme et précise d’un troisième emploi vacant correspondant au grade de l’agent à temps complet ou à temps non complet selon la nature de l'emploi d'origine, d’une collectivité ou un établissement,

Vu le courrier en date du …, reçu le … par lequel *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* a refusé l’emploi proposé,

OU

Considérant que *Madame ou Monsieur …* *(prénom et nom de l’agent)* est parvenu(e) au terme de la période de disponibilité de 3 ans mentionnée à l’article 1 de l’arrêté n°… du … *(date)* portant maintien en disponibilité d’office,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est licencié(e) et radié des cadres à compter du … *(date).*

Article 2 :

A la date mentionnée à l’article 1, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* nepercevra aucune rémunération.

**Article 3 :**

*Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* bénéficiera de l’allocation de retour à l’emploi.

**Article 4 :**

L’arrêté n° … du … *(date)* portant maintien en disponibilité d’office dans l’attente d’une réintégration est abrogé à compter du … *(date d’effet du présent arrêté)*.

**Article 5 :**

Le Directeur général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée au Président/ à la Présidente du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du … *(Nom du département)* et au comptable principal de … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*.

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date),* en double exemplaires

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le … *(date)*

1. *(L.2122-18 pour les communes, L.3221-3 pour les départements, L.4231-3 pour les régions, L.5211-9 pour les groupements de collectivités territoriales),* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel d’un CDG, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel du CNFPT, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-3)